

Ho, Samuel P.S. et Huenemann, Ralph W. *China's Open Door Policy : The Quest for Foreign Technology & Capital*. Vancouver, the University of British Columbia Press, Coll. « A Study of China's Special Trade », 1984, 285 p.

Gervais Lavoie

Volume 16, Number 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701950ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701950ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lavoie, G. (1985). Review of [Ho, Samuel P.S. et Huenemann, Ralph W. *China's Open Door Policy : The Quest for Foreign Technology & Capital*. Vancouver, the University of British Columbia Press, Coll. « A Study of China's Special Trade », 1984, 285 p.] *Études internationales*, 16(4), 907–908.
<https://doi.org/10.7202/701950ar>

des idéologies et une vision plus théorique des mécanismes sous-jacents auraient été de mise.

Andrée ROBERGE

*Département de sociologie et anthropologie
Université Laurentienne*

CHINE

HO, Samuel P.S. et HUENEMANN, Ralph W. *China's Open Door Policy: The Quest for Foreign Technology & Capital*. Vancouver, the University of British Columbia Press, Coll. « A Study of China's Special Trade », 1984, 285 p.

Écrire un livre sur la politique d'ouverture de la Chine est une entreprise difficile. L'actualité du sujet, mais aussi la rapidité des changements, les soudains revirements et le secret qui entoure les décisions du gouvernement chinois font que l'interprétation des faits n'est possible qu'après un long travail de recherche, et la cueillette d'une multitude d'informations à travers un nombre considérable de périodiques, de journaux ou d'entrevues.

Dans ce sens, la lecture du livre de Samuel P.S. Ho et de Ralph W. Huenemann doit se faire en tenant compte de l'avertissement des auteurs précisant que leurs observations s'arrêtent en octobre 1983, soit plus d'un an avant la publication. Cette observation n'est certainement pas une contrainte pour le lecteur moyen, mais elle s'avère importante pour celui qui chercherait une information pratique et fidèle à l'actualité chinoise. Comme chacun le sait, l'année 1984 fut fertile en changements politiques, économiques et légaux en ce qui concerne la politique « d'ouverture sur l'étranger ».

Précisons immédiatement que le chapitre sur les « nouvelles » institutions, l'annexe A sur les lois et les règlements, ainsi que la question de Hong Kong, telle qu'elle est soulevée par les auteurs à la fin du volume, perdent de leur actualité. Comme ils le souhaitent d'ailleurs, la question de Hong Kong a été solutionnée très rapidement. Plusieurs nou-

velles institutions sont venues combler certains des vides et des manques identifiés par les auteurs. Enfin, une nouvelle législation concernant les investissements étrangers, les zones économiques spéciales et les villes côtières, les exportations et les brevets fut adoptée à l'automne 1984.

Pour revenir au contenu du livre, la thèse principale des auteurs est que, si l'ouverture de la Chine sur l'étranger ne se réalise pas aussi rapidement qu'on l'aurait cru, c'est que ce phénomène est lié à des facteurs socio-économiques internes. Facteurs qui régularisent le rythme de croissance et par conséquent, l'introduction des technologies occidentales, aussi bien que les capacités d'exportation du pays. Or, malgré le bien-fondé de l'hypothèse et l'originalité de l'argumentation, force nous est de constater un certain empirisme quant à l'analyse des conditions internes auxquelles les auteurs se réfèrent. Leurs observations manquent souvent de profondeur historique, sociologique ou économique, de sorte que l'on est difficilement convaincu de la justesse de l'hypothèse.

Ce manque de profondeur apparaît, par exemple, dès les premières pages du volume, lorsque les auteurs se contentent d'expliquer l'origine de la politique de la « porte ouverte » par une rupture d'avec la politique « d'auto-suffisance », qui avait atteint un « romantisme absolu » lors de la Révolution culturelle. Il est surprenant que les auteurs ne mentionnent ni la rupture sino-soviétique, ni les expériences néfastes de la fin du siècle dernier, ou n'établissent aucun parallèle entre la politique actuelle et celles adoptées par les prédécesseurs du PCC, l'empire Qing et le Parti nationaliste. À notre avis, quelques pages sur le sujet auraient suffi pour démontrer que la politique de « la porte ouverte » n'a rien d'une décision spontanée et diachronique, mais qu'elle est plutôt le résultat d'un long mûrissement historique et socio-économique.

Dans les chapitres qui suivent, les auteurs nous livrent les résultats d'une série d'enquêtes menées auprès de différents types d'« *Equity Joint Ventures* », dont: le « *Fujian-Hitachi Television Company LTD.* », le « *Beijing Radio Factory* », les ententes entre

la société Pepsi Cola et les entreprises chinoises, etc.. Les auteurs concluent, que les ententes bilatérales dans le domaine de l'industrie légère ont été (et continueront peut-être) d'être une alternative aux nombreux problèmes rencontrés dans le domaine de l'industrie lourde. Notons cependant l'absence de toutes méthodologies. Les auteurs n'indiquent ni comment et ni pourquoi ils ont sélectionné les cas qu'ils nous présentent. S'agit-il d'une liste proposée par l'Académie des sciences sociales de Chine, de cas individuels rencontrés au hasard ou de cas-type ? Un simple avertissement prévient le lecteur des difficultés d'interprétation de l'enquête de cas. Cet avertissement apparaît aussi mal justifié puisque les enquêtes elles-mêmes ne permettent que très peu de déduction. Elles sont pour la majorité une simple transcription de chiffres sur la valeur des contrats et traitent très superficiellement des difficultés liées à la signature ou à la réalisation des contrats, de sorte que la conclusion des auteurs apparaît plus comme une évidence qui va de soi, que comme le résultat d'une analyse scientifique.

Personnellement, nous croyons que ce manque méthodologique est en partie responsable de la vision étroite que nous proposent les auteurs de la « politique de la porte ouverte », comme s'il ne s'agissait que d'une question d'ententes bilatérales entre les sociétés étrangères et les entreprises chinoises. Les auteurs ne mentionnent nulle part les nombreux accords inter-universitaires, les ententes entre les sociétés savantes, l'envoi d'étudiants chinois à l'étranger, les programmes cadres récemment élaborés entre institutions spécialisées, ou encore les grands projets financés par des organismes comme la Banque Mondiale, l'ONU ou l'ACDI ; c'est-à-dire, autant d'aspects de la « politique de la porte ouverte » qui jouent un rôle aussi, sinon plus important que la signature de contrats avec des firmes étrangères, « dans la quête de technologie et de capitaux étrangers ».

Ceci dit, là où les auteurs se distinguent le mieux, c'est dans l'analyse des ressources énergétiques de la Chine. Suite à un excellent travail de recherche bibliographique, les auteurs montrent clairement comment l'apport

de technologie étrangère ne peut qu'avoir un impact très limité, dans un des secteurs vitaux pour l'avenir industriel du pays. Cette démonstration rend parfaitement compte d'un des facteurs importants de ralentissement de la politique d'ouverture.

Parmi les autres facteurs de ralentissement retenus par les auteurs dans le dernier chapitre sur les « problèmes et les perspectives d'avenir », notons la force de la concurrence internationale, le niveau trop bas des salaires qui mine la motivation des ouvriers, et l'impossibilité pour les firmes étrangères de pénétrer le marché interne.

Ces dernières observations sont intéressantes et ne peuvent être plus exactes. Mais, étant donné ce qui a été dit précédemment, elles n'expliquent que très partiellement les causes ou les conséquences de la « politique de la porte ouverte ». En résumé, le livre mérite sans aucun doute d'être lu, mais le lecteur devra plus y voir une « étude des formes spéciales du commerce chinois », comme le dit le sous-titre, contrairement à une analyse de « la politique de la porte ouverte », comme nous le suggère le titre.

Gervais LAVOIE

*Université de Paris X
Paris, France*

POULIN, Richard. *La politique des nationalités de la République populaire de Chine : De Mao Zedong à Hua Guofeng*. Québec, Éditeur officiel du Québec, Coll. « Documentation du Conseil de la langue française », n° 17, 1984, 216 p.

Est appelée nationalité minoritaire en Chine communiste toute population qui, avant 1949, présentait un mode d'organisation sociale différent de celui de la population majoritaire han. Ces minorités présentaient parfois d'autres différences, phénotypiques, linguistiques, religieuses. Elles composaient une population de moindre importance (6 % de l'ensemble chinois) mais occupaient la moitié du territoire reconnu comme chinois, se trouvant établies sur la totalité des frontières de ce dernier. Certaines, de plus, développaient des similitudes socio-culturelles et même des liens